



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SÉR d'Ankara
Semaine du 18 mai 2026 (n° 475)

Faits régionaux marquants

- ❖ **Turquie** : Les marchés nerveux face à la crise politique interne
- ❖ **Azerbaïdjan-Géorgie** : Signature d'accords énergétiques et ferroviaires.

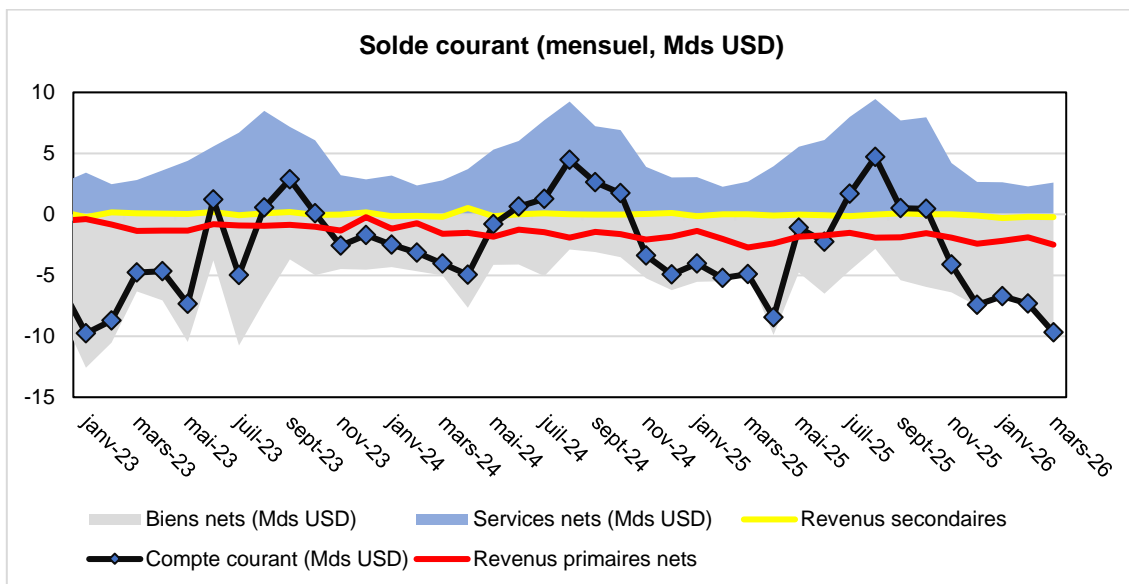
CHIFFRE À RETENIR

74,1 %

Taux d'utilisation des capacités manufacturières en mai en Turquie, selon la Banque centrale. Un niveau stable depuis début-2026, toujours inférieur à sa moyenne de long-terme ($\pm 76,0$ % sur 2007-2026).

Zoom – Les tensions régionales mettent la balance des paiements turque sous pression

Selon les données de la balance des paiements de la Turquie [communiquées](#) mi-mai par la Banque centrale (TCMB), le mois de mars 2026 a été marqué par un creusement significatif du déficit courant, atteignant son niveau le plus élevé depuis janvier 2023. Ce mois a enregistré un besoin de financement de 9,7 Mds USD, une valeur qui a presque doublé par rapport au déficit de 4,9 Mds USD constaté en mars 2025. Sur les 12 derniers mois, le déficit courant s'est ainsi élevé à 39,7 Mds USD (soit environ 2,5 % du PIB), contre 35,0 Mds USD le mois précédent, en hausse de 13,4 % (+4,7 Mds USD).

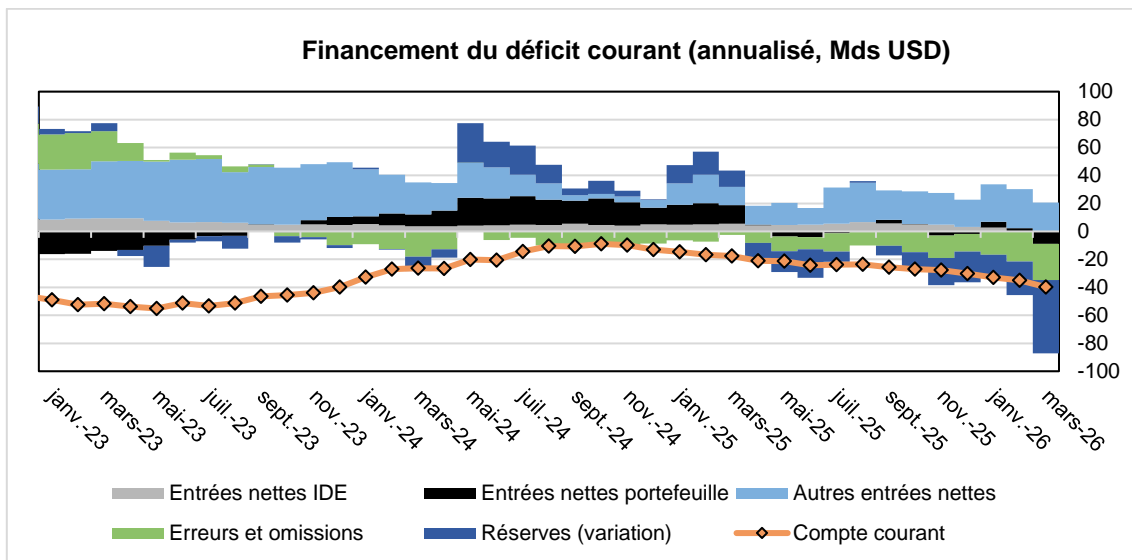


Le principal moteur de cette dégradation réside dans l'expansion rapide du déficit commercial : en glissement annuel (g.a.), la balance mensuelle des biens a vu son déficit bondir de +96,1 % pour

s'établir à 9,5 Mds USD. Ce résultat s'explique par un effet ciseaux : d'une part, les exportations ont reculé de 7,4 % g.a. pour atteindre 21,7 Mds USD, et d'autre part, les importations ont progressé de 10,4 % g.a., totalisant 31,2 Mds USD. Si les importations énergétiques ont légèrement diminué (5,7 Mds USD vs. 5,9 en mars 2025) malgré la hausse des prix mondiaux, les importations nettes d'or non monétaire sont restées significatives à 1,6 Md USD (stable). En outre, le déficit structurel des biens (hors or et énergie) s'est fortement dégradé à 7,8 Mds USD en mars 2026, atteignant un record de 48,2 Mds USD sur les 12 derniers mois, ce qui illustre la persistance des tensions inflationnistes et le niveau élevé de la demande intérieure. Parallèlement, l'excédent des services mensuel s'est contracté à 2,6 Mds USD (-3,4 % en g.a.), le secteur du tourisme subissant directement les contrecoups des tensions régionales, avec une baisse de 3,4 % en g.a. du nombre de visiteurs étrangers en mars, principalement due à la chute des arrivées en provenance d'Asie.

S'agissant du compte financier, des sorties record de 26,8 Mds USD ont été enregistrées en mars, le niveau mensuel le plus élevé jamais observé. Ce phénomène est porté par les sorties nettes : (i) des flux de portefeuille (-14,8 Mds USD), en raison de l'inquiétude des investisseurs face au conflit au Moyen-Orient avec des ventes nettes de 6,4 Mds USD d'obligations souveraines et de 1,1 Md USD d'actions, alors que les résidents ont accru leurs avoirs à l'étranger de 13,7 Mds USD, interprétable comme la recherche d'une couverture de leurs avoirs face à l'instabilité régionale ; **(ii) des autres flux financiers (- 11,7 Mds USD),** soit un record depuis août 2018, imputable à la forte hausse de la détention de devises et de dépôts à l'étranger par les résidents (+10,6 Mds USD), tandis que la détention de TRY et de dépôts en Turquie par les non-résidents a plongé de 6,5 Mds USD. Enfin, les maigres entrées brutes d'IDE (1,0 Md USD), et la progression des IDE turcs à l'étranger (1,2 Mds USD) portent les entrées nettes annualisées d'IDE à un point bas historique de 2,1 Mds USD.

En conséquence, le financement du déficit courant et des sorties de capitaux a reposé sur une ponction historique des réserves de change par la Banque centrale : celles-ci ont chuté de 43,4 Mds USD au cours du seul mois de mars. Cette déplétion est d'abord attribuable à la volonté de préserver la stabilité financière, avec le maintien d'un rythme de dépréciation de la TRY par rapport à l'USD inférieur à celui de l'inflation. À cette érosion des réserves de change s'ajoutent des sorties de 7,0 Mds USD au titre des « erreurs et omissions nettes », portant les fuites non identifiées à 33,3 Mds USD sur 12 mois glissants.



En dépit d'un mois de mars préoccupant, les données douanières d'avril 2026 publiées par le ministère du Commerce et TÛIK indiquent un redressement : avec une hausse des exportations de 22,3 % g.a. (à 25,4 Mds USD) et une croissance contenue des importations de 3,1 % (à 33,9 Mds USD), le déficit commercial d'avril se réduit à 8,5 Mds USD, soit une amélioration d'environ 30,0 % par rapport à l'année précédente. Malgré cette accalmie, les analystes prévoient que le déficit courant annualisé devrait continuer de se dégrader et se situer autour de **55 à 60 Mds USD** d'ici la fin de l'année 2026, soit environ 3 % du PIB – contre 30,1 Mds USD, soit $\pm 2,5$ % du PIB fin-2025.

Les marchés financiers turcs sous tension face au risque politique

Les marchés turcs ont connu hier (21/05) des turbulences après qu'une décision de justice a évincé Özgür Özel de la tête du Parti républicain du peuple (CHP) et ordonné le retour de son contesté ancien dirigeant, Kemal Kılıçdaroğlu, en tant qu'administrateur (*kayyum*) :

- (i) **Les marchés boursiers ont plongé**, l'indice BIST-100 cédant 6,1 % en g.j. à 13 164 points à la clôture du 21/05, tandis que l'indice bancaire du BIST avait enregistré des pertes plus significatives : -8,6 % à 14 947 points. A l'ouverture ce jour (22/05) et au dernier pointage de midi, les marchés entamaient une légère reprise : +1,5 % pour le BIST-100 (à 13 365 points) et +0,6 % pour l'indice bancaire (à 15 040 points) ;
- (ii) **Le risque de crédit s'est accru**, les contrats CDS à 5 ans se relevant hier de 20 pdb. à 261 pdb., après une période d'accalmie où les contrats oscillaient vers 230-240 pdb ;
- (iii) **Après avoir clôturé sans mouvements d'ampleur hier, les marchés obligataires ont fortement réagi à l'ouverture ce matin (22/05)** : les taux à 5 ans (40,7 %) et 10 ans (36,5 %) sont en hausse de respectivement 1180 pdb. (+11,8 %) et 900 pdb. (+9,0 %) à midi – des niveaux encore au-delà des records du début de semaine provoqués notamment par les tensions accrues sur les taux obligataires américains (cf. *infra*).

Comme à leur habitude, les autorités ont été proactives dans l'instauration de mesures d'urgence pour calmer les marchés :

- (i) Activation d'un coupe-circuit généralisé sur le marché (mesure activée à partir d'un recul de l'indice BIST-100 supérieur à 5 %) ;
- (ii) Les banques publiques seraient fortement intervenues pour défendre la livre turque (TRY), jusqu'à 6 Mds USD [d'après Bloomberg](#). Ces interventions ont jusque-là permis de maintenir la livre turque stable, elle s'échangeait ce matin à 53,1 TRY/EUR et 45,7 TRY/USD, soit un recul de seulement 0,2 % en g.j.
- (iii) Le ministre des Finances Mehmet Şimşek, de retour de Londres où il rencontrait des investisseurs, a de son côté convoqué le Comité de stabilité financière ce matin à 8h30 à Istanbul, afin d'examiner des mesures additionnelles destinées à contenir les turbulences sur les marchés.

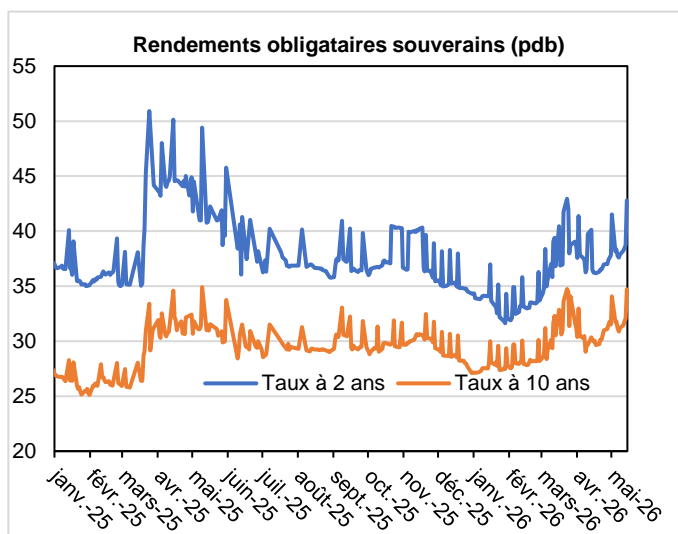
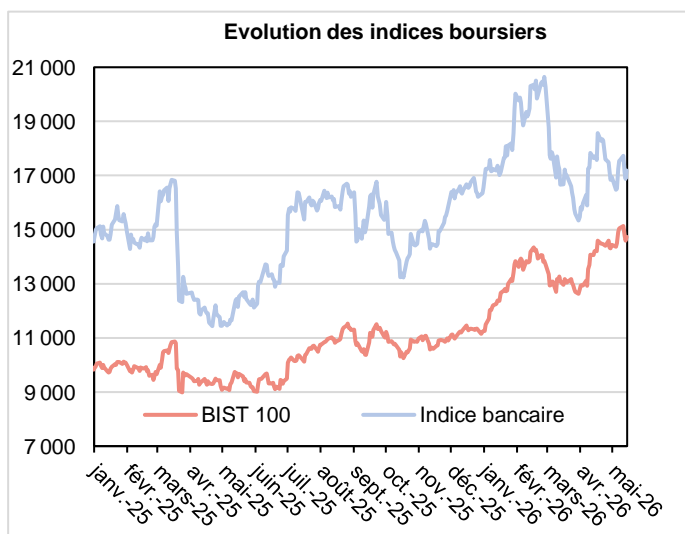
En raison des congés de l'Aïd al-Adha (Kurban Bayramı) la semaine prochaine, les marchés seront fermés du mardi 26 mai à 13h et rouvriront le lundi 1^{er} juin, permettant aux autorités de limiter la pression baissière à court-terme. Toutefois, la marge de manœuvre de la Banque centrale (CBRT) pour défendre la stabilité financière est cette fois-ci limitée : les réserves de change nettes hors swaps atteignaient seulement 37,0 Mds USD le 15/05 (dernier point disponible), contre 78,7 Mds USD avant le déclenchement du conflit en Iran.

À titre de comparaison, au lendemain de la crise politique de mars 2025 déclenchée par l'arrestation du maire d'Istanbul, les indices BIST-100 et BIST bancaire avaient reculé de 8,7 % et 9,9 % en une seule séance, avant d'accentuer leurs pertes jusqu'à respectivement -20,3 % et -44,5 % à la mi-avril. Cette correction avait été amplifiée par d'importantes sorties de capitaux étrangers, atteignant -1,3 Md USD sur les actions et -7,7 Mds USD sur les obligations entre mars et avril 2025. Dans le même temps, les rendements des obligations à 2 et 10 ans avaient dépassé 35 % et 50 %, tandis que le CDS à 5 ans s'était tendu jusqu'à 350 pdb et que la dollarisation des dépôts avait grimpé à 41 %. Cette situation avait alors conduit la CBRT à mobiliser jusqu'à 80 % de ses réserves nettes hors swaps entre le 18 mars et fin mai 2025, celles-ci passant de 65,7 Mds USD à 13,3 Mds USD, avant que la situation ne se normalise à partir de juillet 2025.

Indicateurs	20/05/2026	var semaine	var mois	var fin 2024
BIST 100 (TRY)	14029,54	-7,30%	-3,14%	41,86%
Taux directeur de la CBRT	37,00%	0,00 pdb	0,00 pdb	-1050,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 2 ans	39,67%	145,00 pdb	336,00 pdb	258,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 10 ans	33,04%	158,00 pdb	330,00 pdb	556,00 pdb
Pente 2-10 ans	-663,00 pdb	13,00 pdb	-6,00 pdb	298,00 pdb
CDS à 5 ans	243,63 pdb	12,23 pdb	12,78 pdb	-16,87 pdb
Taux de change USD/TRY	45,59	0,71%	1,59%	29,20%
Taux de change EUR/TRY	52,91	-0,61%	0,21%	43,73%

Taux Forward	20/05/2026	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 20/05/26	45,59	46,14	46,91	48,25	49,69	54,23	58,89	63,60
Var en % (Vs.20/05/26)	-	1,2%	2,9%	5,8%	9,0%	18,9%	29,2%	39,5%
Taux EUR/TRY FW 20/05/26	52,91	53,59	54,47	56,14	58,00	63,33	69,00	74,96
Var en % (Vs.20/05/26)	-	1,3%	3,0%	6,1%	9,6%	19,7%	30,4%	41,7%

Indépendamment des évènements de la veille (21/05, cf. supra), au cours de la semaine écoulée, le marché obligataire turc est demeuré sous forte pression, à l'image des marchés obligataires mondiaux. Dans un contexte marqué par un baril de pétrole au-dessus de 100 USD, et sans le signe d'une fin de résolution du conflit en Iran, les rendements obligataires du Trésor américains à 30 ans ont atteint des niveaux inédits depuis 2007, renforçant les inquiétudes quant à une potentielle hausse de taux par la Fed. En outre, deux pays émergents, les Philippines et l'Indonésie, ont d'ores et déjà annoncé des hausses de taux directeur pour soutenir leurs devises. Ces tensions se sont mécaniquement transmises au marché turc, où les rendements à 2 et 10 ans évoluaient respectivement autour de 44 % et 36 %, se rapprochant d'un sommet historique. Cette hausse tendancielle des taux souverains turcs – en particulier celle des taux longs – est également attribuable aux incertitudes accrues des marchés eu égard à la politique monétaire de la Banque centrale (TCMB), alors que l'inflation repart en hausse (32,4 % g.a. en avril), et que les équilibres externes sont mis sous pression (cf. Zoom).



Macroéconomie et finance

Turquie : Le déficit budgétaire se creuse en avril

Selon les données d'avril [communiquées](#) par le ministère du Trésor et des Finances, le budget de l'administration centrale a enregistré un déficit de 338,7 Mds TRY ($\pm 6,4$ Mds EUR) en avril, soit près du double de son niveau d'avril 2025. Les dépenses budgétaires ont progressé de 34,7 % en glissement annuel (g.a.) pour atteindre 1524,9 Mds TRY ($\pm 28,3$ Mds EUR), tandis que les recettes ont augmenté plus modérément de 23,9 % en g.a. à 1186,2 Mds TRY ($\pm 22,7$ Mds EUR), soit à un rythme inférieur à l'inflation. Le solde primaire, excédentaire au premier trimestre, a également basculé en territoire négatif à hauteur de -81,1 Mds TRY ($\pm 1,5$ Md EUR).

Le ralentissement des recettes fiscales reflète en partie l'effet du mécanisme d'amortissement des prix des carburants (« *esel-mobil* ») mis en place début mars afin de limiter la transmission de la hausse des prix pétroliers aux consommateurs. Ce dispositif a fortement réduit les recettes de taxe spéciale sur la consommation (SCT/ÖTV) appliquée aux produits pétroliers et gaziers, qui ont chuté de 81,2 % en g.a. à 6,9 Mds TRY ($\pm 130,3$ MEUR) en avril. Les recettes issues du tabac ont également diminué de 4,0 %, tandis que celles provenant des véhicules automobiles n'ont progressé que de 9,5 %, en cohérence avec le ralentissement des ventes de véhicules. Plus largement, les recettes fiscales totales, représentant 85,3 % des recettes budgétaires, n'ont augmenté que de 28,5 % en g.a., contre 63,9 % en mars.

Turquie : Timide reprise des indices de confiance en mai

Après la chute généralisée des indices de confiance constatée en mars, consécutivement à l'incertitude née du déclenchement de la crise régionale (cf. *BETAGT n°468*), les données de mai suggèrent un regain de confiance timoré, dans le sillage d'avril. Côté offre, le secteur réel opère une reprise timide : l'indice de confiance [agrégé](#) s'établit en avril à 101,0 points (+2,4 pp.), retournant ainsi en territoire optimiste (> 100) ; cette hausse est principalement [portée](#) par le secteur des ventes au détail (+0,9 pp. g.m., à 112,5), alors que la confiance dans les services (-0,7 pp., à 109,0) et la construction (-1,5 pp., à 82,1) se replie. Côté [demande](#), la perspective demeure pessimiste (< 100) mais l'indice progresse de nouveau : +0,3 point pour les consommateurs (à 85,8). Pour rappel, le niveau des indices est à interpréter par rapport à la valeur seuil de 100 (perspective pessimiste < 100 < perspective optimiste).

Turquie : Les anticipations d'inflation s'orientent principalement à la baisse

Selon l'enquête mensuelle menée par la Banque centrale, les [anticipations d'inflation](#) à 12 mois s'orientent désormais principalement à la baisse en mai, après la forte poussée qui avait été enregistrée dans le sillage de la crise régionale. Elles s'élèvent désormais à : 33,1 % (-0,6 pp. g.m.) pour le secteur réel (entreprises non-financières) et 49,5 % chez les [ménages](#) (-2,1 pp). A noter néanmoins, à l'inverse, que les anticipations des professionnels de la banque et de la finance [poursuivent](#) leur trajectoire haussière : +0,4 pp., à 23,8 %.

Azerbaïdjan : Hausse des prix l'immobilier au premier trimestre 2026

Selon la Banque centrale d'Azerbaïdjan, l'augmentation des prix de l'immobilier résidentiel [s'est poursuivie](#) au premier trimestre 2026. Les prix sur le marché du neuf ont notamment enregistré une hausse de 13,1 % en g.a., tandis que les prix dans l'ancien ont progressé de 8,1 %. Cette dynamique s'est également reflétée sur le marché locatif avec une hausse des loyers de 7,3 % en mars en g.a.

Géorgie : Hausse du taux de chômage au premier trimestre 2026

Le [taux de chômage](#) s'élève à 14,4 % au T1 2026 en Géorgie, soit 0,5 point de pourcentage (pp.) au-dessus de sa moyenne observée de 2025 (13,9 %), mais 0,3 pp. en dessous de sa valeur du T1 2025 (14,7 %). Parallèlement, le taux d'emploi a reculé à 45,7 %, son niveau le plus faible depuis le troisième trimestre 2023. Le taux d'emploi demeure nettement plus élevé chez les hommes (54,4 %) que chez les femmes (38,1 %). De même, le taux de chômage est plus important chez les hommes (16,2 %) que chez les femmes (12,1 %), ce qui suggère une participation plus forte des

hommes au marché du travail : ils sont proportionnellement plus nombreux à rechercher activement un emploi et à être disponibles pour occuper un poste dans un délai de deux semaines.

Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Fixation du prix minimal garanti du thé frais

Le [prix minimal d'achat du thé frais](#) annoncé par le ministère de l'Agriculture et de la Forêt pour les achats réalisés par ÇAYKUR (entreprise publique) a été fixé à 35 TRY/kg (environ 0,66 EUR/kg aux conditions de change actuelles), contre 25,4 TRY/kg un an plus tôt (environ 0,60 EUR/kg aux conditions de change de l'époque), soit une hausse de 37,6 % en livres turques et d'environ 10 % en euros courants. Cette augmentation est légèrement supérieure à l'inflation annuelle en Turquie. ÇAYKUR demeure l'acteur dominant du secteur du thé en Turquie, avec 823 000 t d'achats en 2025, soit environ 61 % de la production nationale. La filière, concentrée dans les provinces orientales de la mer Noire, concernerait près de 200 000 producteurs.

Turquie : Lancement d'un vaste programme de transformation agricole

À l'occasion de la Journée mondiale des agriculteurs, le président Erdoğan a annoncé le [lancement du programme TARGET](#) (« *Türkiye Tarım Gıda Sektörünün İstihdam ve Kırsal Refah İçin Dönüşüm Projesi* », litt. : *Projet de transformation du secteur agricole et alimentaire turc en faveur de l'emploi et du bien-être rural*), mis en œuvre par l'Agence de soutien au développement rural (TKDK) avec un financement de la Banque mondiale. Doté d'une enveloppe totale de 5,3 Mds USD sur dix ans, le programme vise à soutenir les investissements agricoles et agroalimentaires, avec des financements couvrant jusqu'à 80 % des projets et pouvant atteindre 10 MUSD par investissement. Un premier volet de 750 MUSD devrait être lancé dès 2026. Le dispositif comprend également un mécanisme de garantie de crédit destiné aux producteurs agricoles, représentant environ 500 MUSD de capacité de prêt supplémentaire. Selon les autorités turques, le programme pourrait bénéficier à 400 000 agriculteurs et générer jusqu'à 250 000 emplois.

Turquie : Nouveau programme de soutien à l'irrigation agricole durable

Le ministère turc de l'Agriculture et de la Forêt a [ouvert les candidatures](#) pour la [21^e phase du programme](#) de soutien au développement rural consacré aux systèmes d'irrigation agricole économes en eau. Les projets d'un montant maximal de 10 MTRY pourront bénéficier de subventions couvrant jusqu'à 70 % des investissements, avec une priorité accordée aux équipements à forte efficacité hydrique et technologique (goutte-à-goutte souterrain, irrigation intelligente, automatisation et systèmes solaires). Les candidatures, ouvertes jusqu'au 12 juin 2026, devront être déposées en ligne. Le dispositif vise à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans un contexte de tensions croissantes sur les ressources hydriques et de sécheresses récurrentes dans plusieurs régions agricoles du pays. Les jeunes agriculteurs, les femmes agricultrices et les coopératives bénéficieront de critères de priorité.

Turquie : Hausse des prix des intrants agricoles en mars 2026

Selon l'Institut turc de statistique TÜİK, l'indice des prix des intrants agricoles a [augmenté](#) de 34,3 % en glissement annuel et de 3,9 % en glissement mensuel en mars 2026. Les principales hausses concernent les engrais et amendements des sols, dont les prix ont progressé de 48,3 % en g.a. et de 9,7 % en g.m. La hausse des coûts des intrants agricoles demeure ainsi légèrement supérieure à l'inflation générale en Turquie, tandis que les engrais enregistrent une progression bien plus rapide.

Turquie : Renforcement du cadre réglementaire sur les « nouveaux aliments »

La Turquie a publié au Journal officiel du 20 mai 2026 un [nouveau règlement du Codex alimentaire](#) turc sur les « nouveaux aliments », accompagné d'un [arrêté d'application](#) précisant les procédures d'autorisation et d'évaluation scientifique. Le texte encadre les aliments et ingrédients ne disposant pas d'un historique de consommation significatif en Turquie avant 2019, notamment certains produits innovants, protéines alternatives et ingrédients issus des biotechnologies. Le dispositif prévoit une évaluation scientifique préalable, des obligations de traçabilité et une autorisation administrative avant mise sur le marché.

Azerbaïdjan : Partenariat avec Israël dans l'agritech

Le Centre de recherche agricole d'Azerbaïdjan a [signé un mémorandum d'entente](#) avec les entreprises technologiques israéliennes AgriGo AI Ltd. et SupPlant Ltd. afin de développer l'usage de solutions fondées sur l'intelligence artificielle dans l'agriculture azerbaïdjanaise. L'accord prévoit notamment la mise en œuvre de projets pilotes, l'adaptation locale de technologies numériques avancées et le lancement d'initiatives conjointes dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la recherche économique et du développement des compétences.

Géorgie : Nouvelles règles pour les subventions agricoles

Annoncé par le Premier ministre, I. Kobakhidze, et le ministre de la Protection environnementale et de l'Agriculture, D. Songulashvili, le nouveau « [programme public de cofinancement agricole](#) » vise à moderniser les mécanismes de soutien au secteur agricole, renforcer la compétitivité du secteur, soutenir les exportations, améliorer la sécurité alimentaire et encourager la production locale. Les autorités géorgiennes souhaitent mettre en place un système unifié, transparent et fondé sur des critères de performance, avec une sélection ciblée des secteurs prioritaires et un renforcement des outils de suivi et d'évaluation. Le programme prévoit également le développement des systèmes de données agricoles et une orientation plus commerciale des exploitations agricoles.

Géorgie–Turquie : Renforcement de la coopération dans l'irrigation

En marge de la 35^e Conférence régionale Europe et Asie centrale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le vice-ministre géorgien de l'Agriculture, L. Dolidze, s'est [entretenu](#) avec son homologue turc de l'Agriculture et de la Forêt, A. Bağcı. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale dans le secteur agricole, notamment en matière d'irrigation, de gestion des ressources hydriques et de diffusion de technologies d'irrigation modernes. Les discussions ont également abordé les perspectives d'exportation des produits agroalimentaires géorgiens vers la Turquie ainsi que le développement de projets conjoints dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement durable.

Énergie, environnement et transports

Turquie : Proposition d'un projet de pipeline militaire à l'OTAN

Avant le sommet des 7 et 8 juillet 2026, la Turquie [prévoit](#) de soumettre à l'OTAN un projet de pipeline militaire destiné à renforcer l'approvisionnement énergétique des alliés d'Europe de l'Est. Cette initiative s'inscrirait dans l'extension du NATO Pipeline System (NPS), réseau logistique hérité de la Guerre froide reliant dépôts stratégiques, bases aériennes et infrastructures militaires, mais encore peu développé sur le flanc oriental de l'Alliance. Selon les premières informations disponibles, le tracé envisagé relierait la Thrace orientale turque à la Roumanie via la Bulgarie. Le projet réduirait la dépendance de l'alliance au transport maritime pour son approvisionnement en carburant, actuellement exposée aux perturbations dans le détroit d'Ormuz. Son coût estimé à 1,2 Md EUR serait financé par les fonds communs de l'OTAN ;

Turquie : Hausse des importations de gaz et de pétrole en mars

En mars 2026, selon l'Autorité de régulation du marché de l'énergie ([EPDK](#)), les importations turques de gaz naturel ont [progressé](#) de 4,6 % en g.a. à 6,3 Mds m³. La Russie demeure le premier fournisseur par gazoduc (2,6 Mds m³), devant l'Azerbaïdjan (983 M m³) et l'Iran (823 M m³). Concernant le GNL, les États-Unis restent en tête (976 M m³), suivis de l'Algérie (472 M m³). La consommation intérieure a en revanche reculé de 12,6 % en g.a. à 6,20 Mds m³. Cet écart entre la hausse de l'offre et le repli de la demande s'est traduit par une accumulation significative des stocks, en progression de 37,5 % sur un an à 4,2 Mds m³.

En parallèle, les importations pétrolières ont progressé de 7,8 % en g.a. à 4,1 Mt. La Russie reste le premier fournisseur (2,0 Mt), devant l'Irak (704 555 t) et le Kazakhstan (345 168 t). Les ventes domestiques de produits pétroliers ont augmenté de 7,9 % en g.a., pour atteindre 2,87 Mt.

Turquie : La production des renouvelables supérieure au charbon en avril

En avril 2026, [la production d'électricité](#) du solaire (13,1 %) et de l'éolien (9,7 %) combinés a pour la première fois dépassée celle du charbon (21,0 %). Les fortes précipitations ont notamment stimulé la production hydroélectrique, 27,0 % supérieure à la moyenne des huit dernières années et 60,0 % supérieure à celle de 2025 sur la même période. Au total, les renouvelables ont représenté 71,0 % du mix électrique, l'un des niveaux les plus élevés historiquement. En contrepartie, le gaz naturel est tombé à 7,7 % du mix et le charbon importé à 8,6 %, son plus bas niveau mensuel en neuf ans. Cette évolution allège partiellement la facture énergétique du pays (62 Mds USD en 2025), dans un contexte de hausse des prix des hydrocarbures liée au conflit en Iran.

Turquie : Karpowership signe un accord stratégique au Mexique

Le groupe turc Karpowership (Karadeniz Holding) a [annoncé](#) le 20 mai la signature d'un accord de trois ans avec l'opérateur mexicain CENACE pour fournir une capacité flottante de production électrique dans la péninsule du Yucatán. Le projet prévoit le déploiement d'un Powership de 250 MW ainsi que d'un navire terminal de GNL (LNGTS), afin de soutenir le réseau électrique mexicain et limiter les risques de pénuries. Le contrat marque une nouvelle étape dans l'expansion de Karpowership sur le continent américain, après ses opérations au Brésil, en Guyana, en République dominicaine et en Équateur.

Turquie : Le navire de forage Yıldırım entame sa première mission en mer Noire

Le 15 mai, le ministère turc de l'Énergie a [annoncé](#) le départ du nouveau navire de forage ultra-deepwater Yıldırım depuis le port de Filyos vers son premier déploiement opérationnel en mer Noire, dans le cadre du développement du champ gazier de Sakarya. Le navire constitue la dernière addition à la flotte énergétique turque et doit renforcer les capacités nationales de forage offshore en eaux profondes.

Turquie : Renforcement de la coopération stratégique avec le Japon

Le 19 mai 2026, une délégation parlementaire turque s'est [rendue](#) à Tokyo pour approfondir la coopération bilatérale en matière de défense, technologie, commerce et reconstruction dans des pays tiers. Ankara souhaite porter les échanges bilatéraux annuels à 15 Mds USD (contre 7 Mds USD en 2025) et accroître les investissements japonais en Turquie (3,1 Mds USD sur 20 ans, soit 1,5 % des IDE turcs, pour 278 entreprises présentes). Dans l'industrie de défense, secteur émergent de la coopération, la Turquie mise sur ses récents succès pour attirer des partenariats avec Tokyo, dont la politique s'assouplit face aux tensions régionales. Des collaborations dans l'aviation et la motorisation sont également à l'étude.

Turquie : Coopération Türk Telekom-Aselsan dans les communications

Le 18 mai 2026, l'opérateur Türk Telekom et le groupe de défense électronique Aselsan ont [signé](#) un accord de coopération visant à développer des smartphones, terminaux et infrastructures de communication entièrement nationales, dans le cadre de la stratégie turque de réduction de la dépendance technologique étrangère. Türk Telekom (filiales Argela et Netsia, plus de 70 brevets internationaux) apportera son expertise télécom, tandis qu'Aselsan transférera son savoir-faire défense vers le civil. La Chambre de commerce d'Ankara et le Turkic World Business Council sont également parties prenantes au projet.

Azerbaïdjan-Géorgie : Signature d'accords énergétiques et de transport

En marge du 13^e *World Urban Forum* organisé à Bakou du 17 au 22 mai, l'Azerbaïdjan et la Géorgie [ont conclu](#) une série d'accords intergouvernementaux dans le domaine énergétique et des transports. Cet ensemble comprend un accord gazier de 20 ans prolongeant le contrat du pipeline du Caucase du Sud de 2003, et un accord de la même durée sur le transport d'électricité. Sur le plan pétrolier, le pipeline Bakou-Tbilissi-Supsa, inactif depuis trois ans, sera remis en service.

Dans le domaine ferroviaire, l'Azerbaïdjan et la Géorgie [ont annoncé](#) la signature d'un protocole prévoyant la mise en service complète de la ligne Bakou-Tbilissi-Kars (BTK) ainsi que la reprise des trains de passagers entre Tbilissi et Bakou à compter du 26 mai 2026, après six ans d'interruption – l'Azerbaïdjan maintenait en effet ses frontières terrestres fermées aux passagers depuis la pandémie de Covid-19 en 2020. Les deux parties ont également formalisé le transfert de certaines infrastructures à la coentreprise BTKI Railway LLC, chargée de l'exploitation de la ligne. Mise en service en octobre 2017, la BTK (184 km) doit désormais fonctionner à pleine capacité, avec un objectif de transport pouvant atteindre 1 million de passagers et 5 millions de tonnes de fret par an. Jusqu'à présent, la ligne opérait à capacité réduite en raison, notamment, de travaux de modernisation sur la section géorgienne.

Géorgie : Hausse du commerce maritime au premier trimestre 2026

Le volume de marchandises traité par les [ports maritimes](#) géorgiens a augmenté de 19,7 % pour atteindre 4,3 millions de tonnes au premier trimestre 2026, par rapport à la même période en 2025. Cette progression s'explique notamment par la hausse du transport de produits liquides en vrac, passé de 1,8 à 2,1 millions de tonnes. Le transport de [courrier et de marchandises](#) par voie aérienne a également enregistré une croissance, passant de 7 800 à 10 300 tonnes sur la période. En revanche, le [fret ferroviaire](#) est resté stable à 3,0 millions de tonnes

Industrie, services et innovation

Turquie : Production et ventes automobiles en baisse en avril

Selon [l'OSD](#), la production totale automobile en Turquie a diminué de 1,2 % en g.a en avril 2026, pour atteindre 107 843 unités. La production de voitures particulières a reculé plus fortement, de 6,1 %, à 80 182 unités. Le marché intérieur total s'est également contracté de 6,2 % en avril pour s'établir à 73 153 unités vendues, dont 53 786 véhicules particuliers. Selon l'ODMD, les ventes de voitures électriques ont représenté 20,5 % des ventes de voitures particulières en avril 2026, avec 16 472 unités vendues (+22,2 % en g.a.).

A l'inverse, les exportations automobiles ont progressé de 22,2 % en valeur en avril 2026 pour atteindre 3,1 Md USD.

Turquie : Otakar obtient l'autorisation pour l'acquisition d'Automecanica

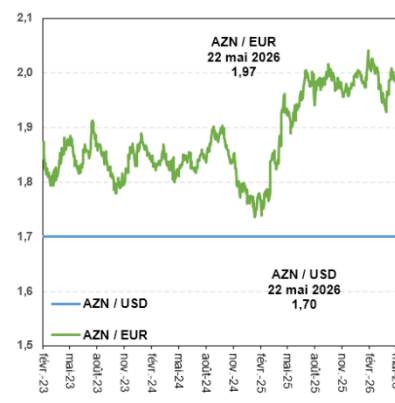
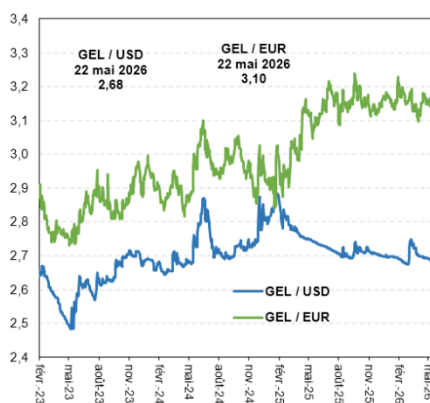
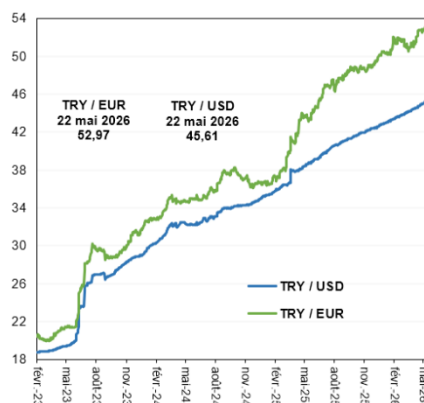
[Otokar](#), constructeur turc de véhicules militaires et commerciaux et filiale de Koç Holding, a obtenu l'autorisation de l'Autorité roumaine de la concurrence pour l'acquisition de 96,77 % du capital d'Automecanica S.A. pour un montant d'environ 85 MEUR. L'opération vise à permettre à Otokar de développer une infrastructure de production militaire au sein de l'Union européenne. A noter que Automecanica S.A. est une entreprise roumaine spécialisée dans la production et la maintenance de véhicules militaires, de carrosseries et d'équipements pour l'industrie de la défense. La société dispose d'installations industrielles à Mediaş, en Roumanie. Par ailleurs, Otokar a rappelé avoir déjà livré plus de 270 véhicules blindés COBRA II à la Roumanie dans le cadre d'un contrat avec le ministère roumain de la Défense. Selon l'entreprise, ces véhicules sont désormais en service actif dans le pays.

Turquie : Turkish Airlines lance un fonds d'investissement en capital-risque

Türk Hava Yolları a annoncé la création d'un fonds de capital-risque (VC) dans le cadre de sa nouvelle marque de capital-investissement « Turkish Ventures ». Le fonds, géré par Albaraka Portföy Yönetimi, vise à soutenir des start-ups technologiques turques, notamment dans les technologies du voyage, la logistique, les chaînes d'approvisionnement, les fintechs, le tourisme nouvelle génération, ainsi que les solutions liées à la mobilité, la robotique et l'automatisation. Les premiers investissements du fonds ont été réalisés dans Vendorside, spécialisée dans la digitalisation des achats et de la gestion des fournisseurs via des agents d'intelligence artificielle, et Nuvolog, plateforme cloud de gestion des opérations logistiques et du suivi des expéditions. [Selon Murat Şeker](#), président du conseil d'administration de THY, l'objectif est de contribuer à l'internationalisation des technologies développées en Turquie tout en intégrant certaines solutions innovantes aux opérations du groupe.

Retrouvez les tableaux statistiques et graphiques en dernière page

Tableaux statistiques et graphiques



	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (moy. ann. : FMI, BM, OCDE ; fin d'année : Gouv./BC)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE	
	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027
FMI	3,4 % avr-26	3,5 % avr-26	2,2 % avr-26	2,5 % avr-26	5,3 % avr-26	5,0 % avr-26	28,6 % avr-26	21,4 % avr-26	6,0 % avr-26	5,1 % avr-26	4,4 % avr-26	3,0 % avr-26
Banque mondiale	2,8 % avr-26	3,8 % avr-26	2,0 % avr-26	1,8 % avr-26	5,0 % avr-26	5,5 % avr-26	18,0 % oct. 25	15,0 % oct. 25	4,6 % oct. 25	4,6 % oct. 25	4,5 % oct. 25	4,5 % oct. 25
OCDE	3,3 % avr-26	3,8 % avr-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	26,7 % avr-26	16,9 % avr-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	3,8 % sept 25	4,3 % sept 25	2,9 % oct 25	3,3 % oct 25	5,0 % sept 25	5,2 % sept 25	16,0 % sept 25	9,0 % sept 25	4,8 % oct 25	4,7 % oct 25	3,3 % sept 25	3,0 % sept 25
Banque centrale	n.d.	n.d.	2,4 % janv-26	2,9 % janv-26	4,9 % janv-26	5,1 % janv-26	26,0 % mai-26	15,0 % mai-26	5,5 % janv 26	4,0 % Janv 26	2,70 % janv 26	2,90 % janv 26

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale

Responsable de la publication : Jérôme Baconin

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtresor.gouv.fr